



**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU**  
**11 AVRIL 2024**

**Absents excusés et représentés :**

Monsieur Raphaël BRULHARD donne pouvoir à Madame Elizabeth MORICE  
Monsieur Guy BURGAUD donne pouvoir à Monsieur Pierre GUDEFIN  
Monsieur Julien DUUIS donne pouvoir à Monsieur Eric GAILLIEGUE  
Monsieur Ludovic FLATET donne pouvoir à Monsieur Francis MONFAUCON  
Madame Mathilde THIEBAUT donne pouvoir à Madame Véronique CAVROIS

**Absent excusé :**

Monsieur Christophe CALET

**Secrétaire de séance :**

Monsieur Bertrand CUSSINET

Le procès-verbal de la réunion du 21 mars 2024 est approuvé à l'unanimité des membres présents.



#### 11.04.2024 – 010 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2023 RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL

Madame le Maire rappelle que le compte de gestion est le document de synthèse du trésorier rassemblant toutes les opérations mouvementées au cours de l'exercice.

Elle demande de statuer sur le compte de gestion 2023 relatif au budget principal et notamment :

- sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023 ;
- sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 ;
- sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Vu l'article L2121-31 du code général des collectivités territoriales, relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion ;

Vu le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2023 ;

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées ;

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECLARE** que le compte de gestion relatif au budget principal pour l'exercice 2023, dressé par le trésorier municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.



#### **11.04.2024 - 011 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL**

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales, relatif à la désignation d'un président pour présider au vote du compte administratif ;

Vu l'article L2121-31 du code général des collectivités territoriales, relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion ;

Vu le compte de gestion du trésorier municipal relatif au budget principal pour l'exercice 2023 ;

Considérant que Monsieur Francis MONFAUCON, 1<sup>er</sup> adjoint a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif ;

Considérant que Madame Myriane ROUSSET, Maire, s'est retirée pour laisser la présidence à Monsieur Francis MONFAUCON pour le vote du compte administratif ;

Délibérant sur le compte administratif 2023 dressé par Madame Myriane ROUSSET, l'ordonnateur, maire en fonction au cours de l'exercice ; après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré ;

#### **Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**APPROUVE** le compte administratif relatif au budget principal de l'exercice 2023, lequel peut se résumer comme suit :

En fonctionnement :	Recettes	3 311 139,91 €
	Dépenses	3 483 484,27 €
	Résultat reporté	1 374 911,31 €
	Solde	1 202 566,95 €

En investissement :	Recettes	1 559 132,29 €
	Dépenses	1 978 743,26 €
	Résultat reporté	1 240 102,77 €
	Solde	820 491,90 €

Restes à réaliser en investissement		
	Recettes :	518 712,00 €
	Dépenses :	527 224,00 €

**CONSTATE** les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.



#### **11.04.2024 – 012 : AFFECTATION DES RESULTATS 2023 DU BUDGET PRINCIPAL**

Vu l'article L2311-5 du code général des collectivités territoriales, relatif à l'affectation du résultat de l'exercice ;

Vu le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2023 relatif au budget principal ;

Considérant que le solde entre les recettes et les dépenses réalisées à la section de fonctionnement pour le budget principal 2023 fait apparaître un déficit de 172 344,36 € ;

Considérant que le solde entre les recettes et les dépenses réalisées à la section d'investissement pour le budget principal 2023 fait apparaître un déficit de 419 610,87 € ;

Considérant le résultat cumulé de la section de fonctionnement au 31 décembre 2023 permettant de dégager un excédent de 1 202 566,95 € ;

Considérant le résultat cumulé de la section d'investissement au 31 décembre 2023 permettant de dégager un excédent de 820 491,90 € ;

Considérant les dépenses à couvrir en fonctionnement et en investissement ;

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECIDE** pour le budget principal 2024 de reprendre :

- au compte 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 820 491,90 €
- au compte 002 : Excédents de fonctionnement reportés : 1 202 566,95 €



#### **11.04.2024 – 013 : VOTE DES TAUX D'IMPOSITION POUR L'ANNEE 2024**

Madame le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est de nouveau voté depuis 2023. Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.

Il est proposé de maintenir les taux comme suit :

- pour la taxe foncière sur les propriétés bâties : 39,87%
- pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 39,33%
- pour la taxe d'habitation des résidences secondaires : 16,32%

Vu le code général des impôts et notamment son article L2121-29 ;

Vu l'article 16 de la loi n°2019-1479 de finances pour 2020 lequel prévoit la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales ;

Vu les articles 1636 B sexies à 1636 € undecies et 1639 A du code général des impôts ;

Considérant la nécessité de se prononcer sur les taux d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la taxe d'habitation des résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ;

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECIDE** de fixer les taux 2024 comme suit :

- pour la taxe foncière sur les propriétés bâties : 39,87%
- pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 39,33%
- pour la taxe d'habitation des résidences secondaires : 16,32%

**CHARGE** Madame le Maire de notifier cette décision et l'état 1259 complété aux services préfectoraux.



#### 11.04.2024 – 014 : EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF 2024

Madame le Maire propose au Conseil municipal les prévisions de dépenses et de recettes du budget primitif relatif à l'exercice 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 développée applicable au budget principal ;

Vu la délibération n° 2022D029 en date du 8 septembre 2022 approuvant la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour le budget principal et fixant le mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57 ;

Vu la délibération n° 2024D006 en date du 21 mars 2024 actant les orientations budgétaires 2024 ;

Considérant le projet de budget primitif de l'exercice 2024, communiqué aux membres du Conseil municipal en date du 28 mars 2024 ;

Considérant la présentation du projet de budget primitif de l'exercice 2024 ;

Considérant la note de présentation et le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M57, annexés ;

Sur proposition de Madame le Maire ;

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECIDE** d'adopter le budget primitif de l'exercice 2024, en équilibre, tel que présenté et détaillé dans les documents annexés et arrêté comme suit :

Budget 2024	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	4 537 377,15 €	4 537 377,15 €
Investissement	2 782 335,51 €	2 782 335,51 €
<b>Total</b>	<b>7 319 712,66 €</b>	<b>7 319 712,66 €</b>



#### **11.04.2024 – 015 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Madame le Maire propose au Conseil municipal l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2024.

Considérant que les élus membres de bureau d'une association s'abstiennent de voter ;  
Sur proposition de Madame le Maire,

#### **Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré comme suit :

Amicale d'Estrées Saint-Denis : 1 abstention : Laurence HOUYVET

Amicale des Anciens Combattants : 1 abstention : Elizabeth MORICE

Association Estrées Créatif : 1 abstention : Elizabeth MORICE

Association Saint-Denis : 1 abstention : Edith ZORZATO

Club du Soleil d'Automne : 1 abstention : Pierre GUDEFIN

Comité de Jumelage : 3 abstentions : Raphaël BRULHARD représenté par Elizabeth MORICE, Dorothée REGNIER, Elizabeth MORICE,

Les Lutins de la Sollette : 1 abstention : Vanessa PORCHERAT

Société de Chasse : 3 voix « contre » : Raphaël BRULHARD, Christophe DESAILLY, Georges MENNESSIER, Arnaud PAWLOWSKI, Vanessa PORCHERAT

Union Sportive d'Estrées Saint-Denis : 2 abstentions : Sandrine GUGENHEIM, Cyril BOURDON

Zanchin Karaté Do : 1 abstention : Francis MONFAUCON

A l'unanimité pour les autres associations ;

**DECIDE** de l'attribution des subventions, telles que présentées dans le tableau ci-après.

**PRECISE** que des subventions exceptionnelles sont attribuées à

- l'Amicale des Anciens Combattants pour le timbrage des courriers
- l'Association Saint-Denis pour l'acquisition de tapis
- le Comité de Jumelage pour l'accueil des Allemands de Teisnach
- le Comité des Fêtes pour le concert de la fête de la musique

**DECIDE** de poursuivre l'attribution d'un montant de 20 € pouvant directement être déduit des frais de licence et frais d'inscription ; aux jeunes dionysiens âgés de moins de 16 ans :

- licenciés sportifs et participants aux actions des associations dionysiennes et familles inscrites à l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), organisé par l'association Familles Rurales,

Chaque association devra produire une liste exhaustive des bénéficiaires pour l'année (civile ou sportive), pour que le montant correspondant soit mandaté.

**PRECISE** qu'après le vote du budget, 90% du montant de la subvention accordée seront versés à l'association. Le versement des 10% sera conditionné après constat du respect de la propreté des locaux, de l'effort d'économie d'énergie (éclairage...) et des frais occasionnés par le déplacement d'un adjoint ou d'un employé communal au cours de l'année pour divers motifs au cours des astreintes et des permanences (déclenchement d'alarmes, oubli des clés, nuisances nocturnes...)

**DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget primitif de l'exercice 2024.



Associations	Propositions 2024	Subvention exceptionnelle	Subventions votées	Décisions		
				Pour	Contre	Abstention
AMICALE D'ESTREES SAINT-DENIS (AESD)	4 200 €		4 200 €	25		1
AMICALE DES ANCIENS COMBATTANTS	700 €	100 €	800 €	25		1
AMICALE DES BOULISTES D'ESTREES SAINT-DENIS	500 €		500 €	26		
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS	200 €		200 €	26		
ASSOCIATION CYCLISTE D'ESTREES (ACE)	4 000 €		4 000 €	26		
ASSOCIATION DONNEURS DE SANG BENEVOLE	300 €		300 €	25		1
ASSOCIATION ESTREES CREATIF	300 €		300 €	25		1
ASSOCIATION SAINT-DENIS (ASD)	3 500 €	3 000 €	6 500 €	25		1
AVENIR RYTHMIQUE DIONYSIEN	3 500 €		3 500 €	26		
BICROSSING DIONYSIEN	3 500 €		3 500 €	26		
CLUB DU SOLEIL D'AUTOMNE	2 000 €		2 000 €	26		1
COMITE DE JUMELAGE	4 000 €	1 000 €	5 000 €	23		3
COMITE DES FETES	3 000 €	400 €	3 400 €	26		
COMPAGNIE D'ARC D'ESTREES ST-DENIS	3 000 €		3 000 €	25		1
ECURIE AUTO DES PLAINES D'ESTREES	450 €		450 €	26		
ESTREES ST-DENIS PETANQUE CLUB	450 €		450 €	26		
ESTREES TENNIS DE TABLE	1 250 €		1 250 €	26		
ESTREES TENNIS CLUB	3 000 €		3 000 €	26		
FAMILLES RURALES	32 000 €		32 000 €	26		
HAND BALL CLUB DIONYSIEN	600 €		600 €	26		
LES LUTINS DE LA SOLLETTE	800 €		800 €	25		1
MOUVEMENT VIE LIBRE	400 €		400 €	26		
L'ARC EN CIEL	800 €		800 €	26		
LA COLOMBE ST JUSTOISE	200 €		200 €	26		
RESTOS DU CŒUR	300 €		300 €	26		
SECOURS CATHOLIQUE	500 €		500 €	26		
SOCIETE DE CHASSE	400 €		400 €	21	5	
TWIRLING D'ESTREES SAINT-DENIS	3 000 €		3 000 €	26		
UNION SPORTIVE D'ESTREES ST-DENIS (USE)	11 000 €		11 000 €	24		2
ZANCHIN KARATE DO	3 000 €		3 000 €	25		1
<b>TOTAL</b>	90 900 €	4 500 €	95 400 €			



**11.04.2024-016 : ECOLE DE MUSIQUE : RECRUTEMENT DE VACATAIRES**

Madame le Maire rappelle que pour les examens de fin d'année, des auditions sont organisées à l'école de musique. Les épreuves se dérouleront à compter du mois d'avril 2024.

Parmi les membres du jury, la présence de personnes extérieures à l'école de musique est requise. En 2024, il faut prévoir 8 vacations :

- 1 pour la classe de violon
- 1 pour les classes de flûte à bec/flûte traversière
- 1 pour la classe de percussions
- 1 pour la classe de cuivre
- 1 pour la classe de guitare
- 1 pour la classe de piano
- 2 pour la classe de batterie

Il convient de retenir une rémunération brute de 155 € par vacation.

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Considérant qu'il convient de faire appel à des vacataires pour évaluer les auditions de fin d'année musicale,

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECIDE** de recruter 8 vacataires pour les auditions de l'école de musique.

**FIXE** la rémunération à 155 € brut par vacation et autorise leur règlement aux personnes concernées.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 012 du budget primitif de l'exercice 2024.



**11.04.2024 – 017 : CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2<sup>EME</sup> CLASSE A TEMPS COMPLET**

Madame le Maire rappelle que conformément à la réglementation, il appartient au Conseil municipal de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'avis préalable des commissions administratives paritaires (CAP) n'est plus requis sur les projets de tableaux d'avancement de grade.

Le tableau d'avancement de grade est établi par le maire, puis transmis au Centre de Gestion de l'Oise, chargé de faire la publicité.

Un agent relevant du grade d'adjoint administratif peut prétendre à un avancement au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, notamment son article 34,

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Considérant le tableau d'avancement de grade établi au titre de l'année 2024,

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**APPROUVE** la création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 012 du budget primitif.



**11.04.2024 – 018 : CREATION DE QUATRE POSTES D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2<sup>EME</sup> CLASSE A TEMPS COMPLET**

Madame le Maire rappelle que conformément à la réglementation, il appartient au Conseil municipal de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'avis préalable des commissions administratives paritaires (CAP) n'est plus requis sur les projets de tableaux d'avancement de grade.

Le tableau d'avancement de grade est établi par le maire, puis transmis au Centre de Gestion de l'Oise, chargé de faire la publicité.

Quatre agents relevant du grade d'adjoint technique peuvent prétendre à un avancement au grade d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, notamment son article 34,

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Considérant le tableau d'avancement de grade établi au titre de l'année 2024,

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**APPROUVE** la création de quatre postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

**APPROUVE** simultanément la suppression de trois postes d'adjoint technique à temps complet.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 012 du budget primitif.



**11.04.2024 – 019 : CREATION D'UN POSTE D'AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL A TEMPS COMPLET**

Madame le Maire rappelle que conformément à la réglementation, il appartient au Conseil municipal de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'avis préalable des commissions administratives paritaires (CAP) n'est plus requis sur les projets de tableaux d'avancement de grade.

Le tableau d'avancement de grade est établi par le maire, puis transmis au Centre de Gestion de l'Oise, chargé de faire la publicité.

Un agent relevant du grade d'agent de maîtrise peut prétendre à un avancement au grade d'agent de maîtrise principal, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, notamment son article 34,

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Considérant le tableau d'avancement de grade établi au titre de l'année 2024,

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

**APPROUVE** la création d'un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

**APPROUVE** simultanément la suppression d'un poste d'agent de maîtrise à temps complet.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 012 du budget primitif.



#### **11.04.2024 – 020 : TARIFS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE**

Madame le Maire rappelle que la restauration scolaire fonctionne à Estrées Saint-Denis depuis la rentrée de septembre 2002 pour les enfants des écoles primaires. Elle a été mise en place à la rentrée de septembre 2008 pour les enfants des écoles maternelles.

Le tarif actuel appliqué aux familles :

Dionysiens		Extérieures	
Primaires	Maternelles	Primaires	Maternelles
5,20 €	4,80 €	6,40 €	6,00 €

Le prix d'un repas ramené à une année civile pour un enfant de la maternelle, revient à 10,13 € et le prestataire API Restauration facture à la commune 3,37 €/repas (depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 au lieu de 3,12 €) ;

Le prix d'un repas ramené à une année civile pour un enfant de la primaire, revient à 8,53 € et le lycée Saint-Joseph de Cluny facture à la commune 5,80 €/repas (à compter du 1<sup>er</sup> mai).

Il est proposé une augmentation du prix d'un repas de 50 centimes tant pour les primaires que pour les maternelles et de maintenir le tarif à 2,00 €, pour les enfants qui ramènent leur repas mais bénéficient de l'accueil et de la surveillance lors de la pause méridienne.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 8 décembre 2022 fixant les tarifs de la restauration scolaire ;

Vu le décret 2006-753 du 29 juin 2006 abrogeant le décret 2000-67 du 19 Juillet 2000 relatif au prix de la restauration scolaire ;

Considérant l'intérêt d'apporter plus d'équité sur le pourcentage de prise en charge par les familles du coût réel du service fourni par la commune ;

Considérant l'augmentation du coût des matières premières ;

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Sur proposition de Madame le Maire,

#### **Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

**DECIDE** de fixer les tarifs de la restauration scolaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 comme suit :

Dionysiens		Extérieures	
Primaires	Maternelles	Primaires	Maternelles
5,70 €	5,30 €	6,90 €	6,50 €

**DECIDE** de maintenir le tarif de 2,00 € pour les enfants ramenant leur repas ; mais bénéficiant de l'accueil et de la surveillance lors de la pause méridienne.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents y afférents.

**PRECISE** que ces tarifs resteront applicables jusqu'à décision contraire qui ferait l'objet d'une nouvelle délibération.

**PRECISE** que les recettes seront inscrites au chapitre 70.



**11.04.2024 – 021 : MODIFICATION DE L'EMPRISE DU CHEMIN D'EXPLOITATION CADASTREE AM N°21 PAR ECHANGE DE PARCELLES**

Madame le Maire informe le Conseil municipal que la commune a fait l'objet d'une demande de l'entreprise ASUR PLANT BREEDING, propriétaire de parcelles situées de part et d'autre du chemin d'exploitation cadastré AM n°21 d'une contenance de 1 398 m<sup>2</sup>, dit chemin de Rouvillers.

La demande porte sur la possibilité de réaliser une modification de l'emprise du chemin d'exploitation en procédant à un échange de parcelles et ainsi déplacer ledit chemin.

Elle précise que l'échange respecterait, pour le chemin créé, la largeur et la qualité environnementale, notamment au regard de la biodiversité, du chemin remplacé. La portion de terrain cédée à la commune serait incorporée de plein droit dans son réseau de chemins d'exploitation.

ASUR PLANT BREEDING se chargera de la mise en œuvre du déplacement du chemin qui devrait disposer d'une emprise suffisante pour assurer la desserte du centre équestre et le bouclage des chemins de balade.

Une convention devra être établie afin de définir les obligations de tous les propriétaires riverains, notamment en ce qui concerne l'entretien du nouveau chemin.

Vu les articles L 162-1 à L162-5 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'article L162-1 à 3 du code de la voirie routière ;

Vu la situation actuelle du chemin d'exploitation concerné, figurant en section AM n°21 et traversant les parcelles appartenant à l'entreprise ASUR PLANT BREEDING ;

Vu le rapport ci-dessus présenté ;

Considérant la demande de l'entreprise ASUR PLANT BREEDING ;

Considérant que les intérêts de la commune ne sont pas impactés par un déplacement du chemin d'exploitation ;

Considérant que tous les propriétaires riverains concernés ne s'opposent pas à la modification d'emprise du chemin d'exploitation ;

Sur proposition de Madame le Maire,

**Le Conseil municipal,**

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

**ACCEPTE** l'échange de terrain proposé par l'entreprise ASUR PLANT BREEDING et destiné à modifier l'emprise du chemin d'exploitation dit Chemin de Rouvillers, cadastré AM n°21.

**ACCEPTE** le déplacement du chemin d'exploitation tel que proposé et représenté par le projet de plan de division annexé.

**PRECISE** que les frais relatifs aux travaux nécessaires à la réalisation de la modification d'emprise du chemin d'exploitation seront à la charge de l'entreprise ASUR PLANT BREEDING.

**PRECISE** qu'il conviendra d'établir une convention définissant les obligations de chaque propriétaire riverain.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à cette modification.



**11.04.2024 – 022 : DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES**

**D2024-51 : Acquisition de couvertures pour les barrières Vauban et de panneaux en dibond**

Entreprise : VISIONTEXT de Thourotte pour un montant HT de 2 022,40 €

**D2024-52 : Spectacle pyrotechnique du 22 juin 2024**

Entreprise : ARTEVENTIA de Ablis pour un montant HT de 4 166,66 €

**D2024-53 : Aménagement de trottoirs – Rue de la Plaine**

Entreprise : SARL LABBE de La Neuville Roy pour un montant HT de 7 142,00 €

**D2024-54 : Remplacement du système de ventilation – Logement communal**

Entreprise : MOENS ELEC de Laberlière pour un montant HT de 249,00 €

**D2024-55 : Acquisition extincteurs – Remplacement après maintenance**

Entreprise : FLAMEO Sécurité de Beauvais pour un montant HT de 848,00 €

**D2024-56 : Remise en conformité électrique – Salle polyvalente**

Entreprise : MOENS ELEC de Laberlière pour un montant HT de 3 568,00 €

**D2024-57 : Commande de dictionnaires pour les CM2**

Entreprise : TEMPS LIVRE de Berck pour un montant HT de 2 130,81 €

**D2024-58 : Accessoires pour tondeuse**

Entreprise : AGRI INDUS de Bailleul-le-Soc pour un montant HT de 301,90 €

\*\*\*\*\*

Fin de séance : 20h15

La secrétaire de séance

Bertrand CUSSINET



Le Maire

Myriane ROUSSET